



MODULE 1

Reconnaître le discours de haine

www.lgbtiqyouthnet.eu



This resource is licensed under CC BY 4.0

Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). Neither the European Union nor EACEA can be held responsible for them.



Co-funded by
the European Union

VUE D'ENSEMBLE

Module 1 :
Reconnaître le discours de
haine

www.lgbtiqyouthnet.eu

01 Reconnaître le discours de haine

02 Définition

03 Comprendre la législation et ses
impact négatif.

04 Contexte national dans les pays partenaires
pays

Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Cette publication [communication] n'engage que son auteur et la Commission ne peut être tenue pour responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient. KA220-YOU-759CD672

Reconnaître le discours de haine en EUROPE

La reconnaissance et la lutte contre le discours de haine est une préoccupation importante en Europe, comme dans de nombreuses régions du monde. Les pays européens disposent de plusieurs lois et initiatives visant à lutter contre le discours de haine, bien que les cadres juridiques spécifiques et la législation en vigueur soient différents.

Les définitions peuvent varier d'un pays à l'autre. Voici quelques approches générales reconnaître le discours de haine en Europe :

Au fil des ans, le Conseil de l'Europe a œuvré de multiples façons pour lutter contre le discours de haine. Le travail de la division des médias et de l'internet dans ce domaine est basé sur une "perspective de liberté d'expression" qui se concentre sur

la coopération avec les États membres dans la préparation, l'évaluation, la révision et la mise en conformité avec Convention européenne des droits de l'homme de toutes les lois et pratiques qui imposent des restrictions à la liberté d'expression.



Réseau des jeunes LGBTIQ+

www.lgbtiqyouthnet.eu

Définition

Définitions juridiques :

Les pays européens ont souvent des définitions légales du discours de haine, qui englobent généralement les discours incitant à la violence ou à la discrimination contre des individus ou des groupes sur la base de caractéristiques telles que la race, l'appartenance ethnique, la religion, la nationalité, le sexe, l'orientation sexuelle ou le handicap.

Ces définitions peuvent varier dans leur portée et leur spécificité.

Cadre de l'Union européenne :

L'Union européenne (UE) dispose de lignes directrices et de directives visant à lutter contre les discours de haine et la discrimination. Par exemple, la décision-cadre de l'UE sur la lutte contre le racisme et la xénophobie criminalise certaines formes de discours et de crimes de haine dans les États membres de l'UE.

Normes internationales :

Les pays européens adhèrent souvent aux normes et conventions internationales qui traitent du discours de haine, telles que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Ces documents fournissent des orientations sur la protection de la liberté d'expression tout en interdisant le discours de haine.

Mécanismes de suivi et de rapport :

De nombreux pays européens ont mis en place des mécanismes de surveillance et de signalement des discours de haine, en ligne et hors ligne. Il peut s'agir de dispositifs spécialisés

les agences gouvernementales, les ONG ou les systèmes d'information des plateformes en ligne.

Programmes éducatifs :

Certains pays européens mettent en œuvre des programmes éducatifs visant à sensibiliser au discours de haine, à promouvoir la tolérance et le respect de la diversité, et à promouvoir la tolérance et le respect de la diversité.

donner aux individus les moyens de reconnaître et de contrer le discours de haine.

Initiatives de la société civile :

Les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le discours de haine en Europe.

Ils peuvent s'engager dans des actions de plaidoyer, d'éducation et de renforcement de la communauté pour s'attaquer aux causes profondes du discours de haine et promouvoir la cohésion sociale.

Collaboration avec l'industrie technologique :

Compte tenu de la prévalence des discours haineux en ligne, la collaboration entre les gouvernements, la société civile et l'industrie technologique est cruciale. De nombreux pays européens travaillent avec les entreprises technologiques à élaborer des politiques, des algorithmes et des outils pour détecter et supprimer les discours haineux en ligne.

Cour européenne des droits de l'homme

"Tout le monde a droit à la liberté d'expression".

*Art. 10 Convention
européenne des
droits de
l'homme*



Comprendre la législation et son impact négatif.

La législation relative aux discours haineux visant la communauté LGBTIQ+ en Europe peut varier considérablement d'un pays à l'autre.

d'un pays à l'autre. Si certains pays disposent de solides protections juridiques, d'autres n'ont pas de lois complètes ou même une législation discriminatoire à l'égard des personnes LGBTIQ+. Voici quelques aspects à prendre en compte concernant la législation et son impact négatif potentiel sur les personnes LGBTIQ+ :

:



Absence de protections explicites : Dans certains pays européens, il peut y avoir un manque de protections juridiques spécifiques contre les discours de haine visant les personnes LGBTIQ+. Cette absence peut les rendre vulnérables à la discrimination, au harcèlement et à la violence fondés sur leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression.

Criminalisation des identités LGBTIQ+ : Dans certaines juridictions, il peut exister des lois qui criminalisent les identités LGBTIQ+ ou la discrimination.

Cette législation peut contribuer à créer un environnement hostile pour les personnes LGBTIQ+ et alimenter les discours de haine et la violence à leur encontre. Une telle législation peut contribuer à créer un environnement hostile pour les personnes LGBTIQ+ et alimenter les discours de haine et la violence à leur encontre.



Lois ambiguës ou d'interprétation large : Certains pays peuvent avoir des lois formulées de manière ambiguë ou interprétées de manière large, ce qui peut conduire à la criminalisation de formes légitimes d'expression liées aux droits, à la défense ou à l'identité des personnes LGBTIQ+. Les lois vagues peuvent servir de prétexte aux autorités pour réprimer la liberté d'expression et de réunion pour les personnes LGBTIQ+ et leurs alliés.

Criminalisation des identités LGBTIQ+ : Dans certaines juridictions, il peut exister des lois qui criminalisent les identités LGBTIQ+ ou la discrimination. Cette législation peut contribuer à créer un environnement hostile pour les personnes LGBTIQ+ et alimenter les discours de haine et la violence à leur encontre. Une telle législation peut contribuer à créer un environnement hostile pour les personnes LGBTIQ+ et alimenter les discours haineux et la violence à leur encontre.



Application sélective : Même dans les pays disposant de protections juridiques contre les discours de haine visant les personnes LGBTQ+, l'application de la loi peut être sélective ou inadéquate. Les organismes chargés de l'application de la loi et les autorités judiciaires peuvent ne pas enquêter ou poursuivre efficacement les crimes de haine ou les incidents liés au discours de haine, ce qui entraîne un sentiment d'impunité chez les auteurs de ces actes.

Impact sur la liberté d'expression : Il existe un équilibre délicat entre la lutte contre les discours de haine et le respect de la liberté d'expression. La législation visant à limiter les discours de haine doit être soigneusement élaborée afin d'éviter d'étouffer les discours, débats ou expressions artistiques légitimes liés aux questions LGBTQ+.

Effet paralysant sur les communautés LGBTIQ+ : L'existence de lois ou l'absence de protections juridiques contre les discours de haine peut avoir un effet dissuasif sur les communautés LGBTIQ+.

Les personnes qui se trouvent dans cette situation ne sont pas en mesure d'exprimer ouvertement leur identité, de rechercher des services d'aide ou de participer à la vie publique.

Discrimination intersectionnelle : Les personnes LGBTIQ+ qui appartiennent à des communautés marginalisées, telles que les personnes de couleur, les migrants ou les minorités religieuses, peuvent être confrontées à une discrimination aggravée en raison de facteurs croisés. La législation doit tenir compte de ces identités et expériences croisées pour garantir une protection complète.

contre les discours de haine.

Pour relever ces défis, il faut mener des campagnes de plaidoyer, de réforme juridique, d'éducation et de sensibilisation du public visant à promouvoir la compréhension, l'acceptation et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Les droits et les identités des personnes LGBTIQ+. En outre, il est essentiel de favoriser la collaboration entre les gouvernements, les organisations de la société civile et les organismes internationaux de défense des droits de l'homme pour faire progresser les protections juridiques et lutter contre les discours de haine visant les personnes LGBTIQ+ en Europe.



Contexte national en France :

En France, il existe des dispositions légales et des initiatives sociales visant à lutter contre les discours de haine ciblant les personnes LGBTIQ+. Voici un aperçu du contexte national en matière de prévention des discours de haine

Cadre juridique : La France a mis en place des lois pour lutter contre les discours de haine qui vise des individus sur la base de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou de leur expression. Le code pénal français interdit les discours de haine, y compris l'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'encontre d'individus ou de groupes sur la base de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Les auteurs de discours de haine sont passibles de sanctions pénales, notamment d'amendes et de peines d'emprisonnement.

Législation anti-discrimination : En plus des lois sur les discours de haine, la France dispose d'une législation anti-discrimination qui interdit la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'orientation sexuelle et l'orientation sexuelle.

Ces lois ont pour but de protéger les droits et la dignité des personnes LGBTIQ+ et de promouvoir l'égalité. Ces lois visent à protéger les droits et la dignité des personnes LGBTIQ+ et à promouvoir l'égalité.

Initiatives du gouvernement : Le gouvernement français a pris des mesures pour lutter contre les discours de haine et promouvoir la tolérance et l'inclusion. Ces mesures comprennent des campagnes de sensibilisation du public, des initiatives éducatives dans les écoles pour prévenir la discrimination et l'intolérance. promouvoir le respect de la diversité et financer des organisations et des projets qui luttent contre les discours haineux et soutiennent les communautés LGBTIQ+.



Réponse des forces de l'ordre : Les forces de l'ordre en France sont chargées d'enquêter et de poursuivre les incidents liés au discours de haine. Il existe des unités spécialisées au sein des la police et le système judiciaire qui se concentrent sur les crimes de haine, y compris ceux qui visent les personnes LGBTIQ+. Des efforts sont déployés pour garantir que les plaintes pour incitation à la haine soient prises au sérieux et que les auteurs soient tenus pour responsables de leurs actes.

Organisations de la société civile : Les organisations de la société civile jouent un rôle crucial dans lutter contre les discours de haine et soutenir les personnes LGBTIQ+ en France. Ces organisations fournissent des ressources, des services de défense et de soutien aux victimes de discours de haine, sensibilisent à l'impact de ces discours sur les individus et les communautés, et œuvrent à la promotion de la tolérance et de l'acceptation.

Médias et plateformes en ligne : Des efforts sont faits pour lutter contre les discours de haine dans médias et sur les plateformes en ligne. Les autorités françaises collaborent avec les organisations médiatiques et les sociétés Internet pour surveiller et combattre les discours de haine en ligne, notamment en supprimant les contenus haineux et en faisant respecter les normes et règlements de la communauté.

Malgré ces efforts, il reste des défis à relever pour prévenir efficacement les discours de haine visant les personnes LGBTIQ+ en France. L'éducation permanente, la sensibilisation et la collaboration entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé sont des éléments essentiels de la lutte contre les discours haineux. Il est essentiel de lutter contre le discours de haine et de promouvoir une culture de respect, de tolérance et d'inclusion pour tous les individus, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre.

Contexte national en Irlande :

En Irlande, nous disposons de protections et d'initiatives destinées à la communauté LGBTIQ+. Bien que d'autres mesures puissent être prises, il s'agit d'un bon début pour protéger les enfants. les droits de l'homme dans nos communautés.



Saviez-vous qu'en Irlande, l'homosexualité masculine et féminine était illégale jusqu'en 1993 ? L'Irlande est aujourd'hui considérée comme l'un des pays les plus avancés d'Europe en matière de droits des personnes LGBTI. Les personnes transgenres peuvent déclarer elles-mêmes leur sexe et le mariage entre personnes de même sexe est légal depuis 2015.

Contexte national en Irlande :

La loi sur l'interdiction de l'incitation à la haine (1989) rend illégale l'incitation à la haine fondée sur l'orientation sexuelle. La loi définit le terme "haine" comme suit :

Le terme "haine" désigne la haine à l'encontre d'un groupe de personnes dans l'État ou ailleurs en raison de leur race, de leur couleur, de leur nationalité, de leur religion, de leurs origines ethniques ou nationales, de leur appartenance à la communauté des gens du voyage ou de leur orientation sexuelle.

Malgré l'existence de cette loi, les personnes LGBTQI sont les deuxièmes plus susceptibles d'être victimes de crimes haineux, le nombre d'incidents augmentant chaque année. L'appel à légiférer a été lancé par plusieurs groupes dans le pays, mais les retards persistent en ce qui concerne le projet de loi sur l'incitation à la violence ou à la haine et les infractions motivées par la haine. Ce projet de loi introduira de nouveaux délits de crimes de haine et élargira les catégories de personnes protégées par la loi irlandaise contre l'incitation à la haine.



Contexte national en Irlande :

En Irlande, la Garda dispose d'une unité nationale sur la diversité. Son rôle est de surveiller les incidents liés aux crimes de haine via PULSE, un service de médias sociaux et écrits, les renvois et les plaintes. Elle élabore des politiques, des stratégies et des lignes directrices opérationnelles dans les domaines de la diversité. Cette unité a également pour mission de conseiller et de soutenir les enquêteurs sur les incidents liés aux crimes de haine. Elle assure la formation de ses agents. En outre, elle assure la liaison entre les membres du public et la Garda concernée.



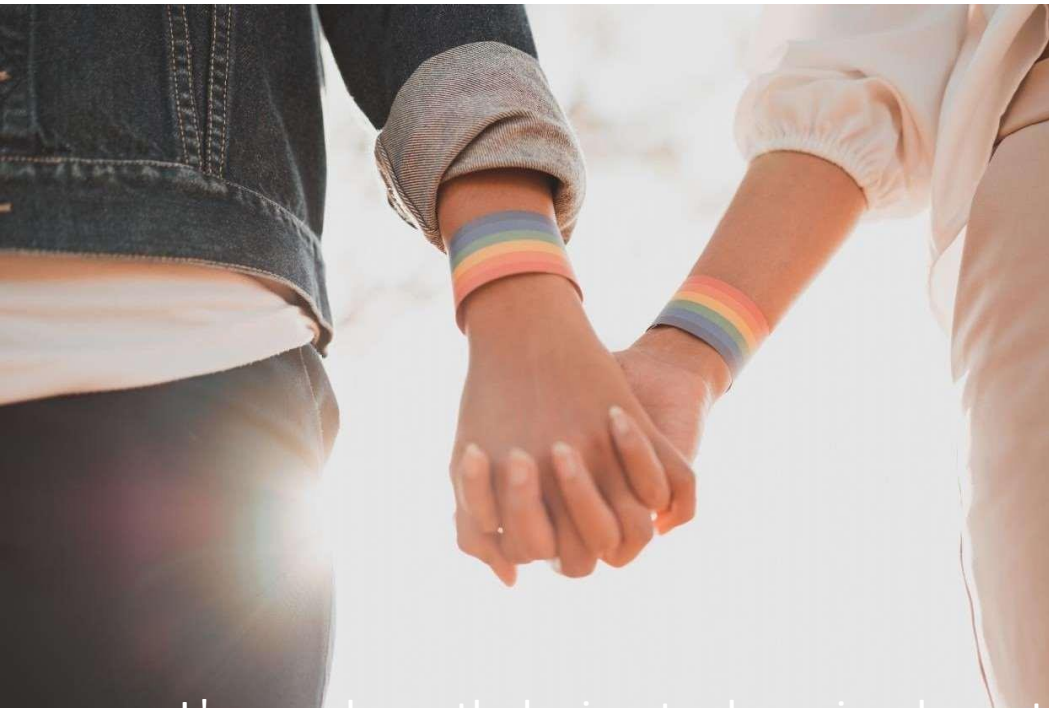
Outre les nombreuses organisations brillantes qui soutiennent la jeunesse LGBTQI+ en Irlande, existe un plan stratégique visant à faire de l'Irlande le meilleur endroit d'Europe pour être LGBTQI+ (2023-2027). Cette stratégie rassemble de nombreuses organisations caritatives qui soutiennent la communauté LGBTQI+. Son objectif est de permettre aux personnes LGBTQI+ d'être visibles, en sécurité et de faire entendre leur voix dans les politiques et les pratiques qui affectent leur vie.

Contexte national en Irlande :

En ce qui concerne les crimes de haine sur les médias sociaux, le directeur général de l'organisation Belong To déclare : "Nous avons constaté une augmentation spectaculaire du taux de contenu haineux et discriminatoire anti-LGBTQ+ partagé sur les plateformes de médias sociaux, ainsi que le ciblage direct et l'utilisation de l'Internet comme moyen de communication pour la lutte contre les crimes de haine. le harcèlement des membres de la communauté LGBTQ+".



Il estime que les plateformes de médias sociaux doivent prendre davantage de mesures : "Nos recherches auprès des jeunes LGBTQ+ mettent en évidence le besoin urgent pour les plateformes de médias sociaux d'être cohérentes et efficaces dans la mise en œuvre de leurs lignes directrices pour la communauté. empêcher la diffusion de contenus homophobes, biphobes et transphobes en ligne".



Contexte national en Irlande :

Malgré les progrès réalisés ces dernières années, il reste encore beaucoup à faire. Selon l'enquête sur l'égalité et la discrimination 2019 de l'Office central des statistiques, les personnes LGBTQI+ constituaient le groupe présentant le taux le plus élevé de discrimination perçue en Irlande.

L'approche pathologisante des soins de santé pour les transgenres et les restrictions liées à l'âge pour la reconnaissance du genre sont des domaines politiques clés qui n'ont pas encore été abordés. Il est d'autant plus difficile de faire avancer ces questions que le discours anti-trans, de plus en plus clivant et nuisible, est alimenté par des acteurs d'extrême droite et diffusé dans les médias grand public et les médias sociaux.

Contexte national en Ukraine :

En Ukraine, il n'existe pas d'approche unifiée de la définition discours de haine, ni mécanisme efficace de surveillance, d'interaction et de poursuites en cas de propagation, ce qui empêche de réagir correctement à de tels cas et crée les conditions nécessaires à la formation d'un sentiment d'impunité pour la propagation de ce discours.

Le 31 mars 2023, la loi ukrainienne "sur les médias" est entrée en . Elle interdit les discours de haine dans l'espace médiatique et habilite le Conseil national de la télévision et de la radiodiffusion à imposer des sanctions aux contrevenants. Actuellement, le Conseil national travaille à l'élaboration et à l'approbation de critères permettant de classer les informations comme violant les exigences de la loi sur l'interdiction des discours de haine. Dans le même temps, les manifestations de discours de haine peuvent se produire à la fois dans l'espace médiatique et dans toutes les autres sphères de la vie quotidienne.

Contexte national en Ukraine :

L'acte législatif de base dans le domaine de l'antidiscrimination est la loi ukrainienne : "sur les principes de prévention et de lutte contre la discrimination en Ukraine".

En raison de l'imperfection de la législation et des difficultés d'application de la loi, il est difficile de poursuivre les auteurs de délits de discrimination. Sur plus de 430 procédures pénales en 2022, seules 8 ont fait l'objet d'un acte d'accusation, soit seulement 2 %. Des travaux sont actuellement en cours pour améliorer les dispositions du code pénal concernant les infractions fondées sur la discrimination pour divers motifs.

Contexte national au Danemark :

Le Danemark dispose d'une législation solide pour lutter contre les discours de haine, y compris des protections pour la communauté LGBTIQ. Le principal cadre juridique de la lutte contre les discours de haine est l'article 266b du code pénal danois. Cette disposition criminalise les déclarations publiques qui menacent, se moquent ou dégradent des individus en raison de leur race, de la couleur de leur peau, de leur origine nationale ou ethnique, de leur religion ou de leur orientation sexuelle.

Ces dernières années, cette loi a été élargie pour inclure explicitement l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles, offrant ainsi une protection plus large à la communauté LGBTIQ.

[L'avenir de la liberté d'expression](#)

Contexte national au Danemark :

Outre le cadre juridique primaire, l'engagement du Danemark à protéger la communauté LGBTIQ contre les discours haineux se reflète dans diverses initiatives publiques et efforts éducatifs visant à favoriser la tolérance et la compréhension. L'Institut danois des droits de l'homme et d'autres groupes de défense promeuvent activement la sensibilisation et le soutien aux droits des LGBTIQ, contribuant ainsi à une évolution sociétale plus large vers l'inclusivité.

En outre, le Danemark participe à des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme, tels que la Convention européenne des droits de l'homme, ce qui renforce encore ses obligations de protection contre les discours haineux et la discrimination. Cette approche globale renforce non seulement les protections juridiques, mais favorise également l'acceptation culturelle et sociale de la communauté LGBTIQ.

[L'avenir de la liberté d'expression](#)

RECONNAISSANCE DU DISCOURS DE HAINE EN ALLEMAGNE

- 1. Définitions et protections juridiques :** La "Volksverhetzung", ou incitation à la haine, est le principal cadre juridique définissant le discours de haine en Allemagne, ciblant les communications qui incitent à la haine ou appellent à la violence contre des groupes, en mettant l'accent sur la préservation de la paix publique.
- 2. Sanctions pénales :** Les violations des lois sur les discours de haine peuvent entraîner des amendes ou des peines d'emprisonnement, couvrant non seulement les menaces directes, mais aussi les abus plus larges susceptibles d'inciter aux préjugés ou à la violence.
- 3. Réglementation des médias en ligne :** La loi sur l'application de la loi sur les réseaux (NetzDG) exige des plateformes qu'elles suppriment rapidement les discours haineux et impose des amendes en cas de non-respect, ce qui témoigne d'une attitude proactive à l'égard des discours haineux numériques.
- 4. Éducation et campagnes publiques :** L'Allemagne investit dans des initiatives éducatives et publiques visant à prévenir les discours de haine, impliquant des collaborations entre le gouvernement, les organisations à but non lucratif et les communautés afin de promouvoir une communication inclusive.
- 5. Soutien aux victimes :** Des mécanismes sont en place pour signaler les incidents liés au discours de haine, et des services de soutien sont disponibles pour aider les victimes à s'orienter dans le système juridique et à obtenir le soutien nécessaire, ce qui garantit l'accessibilité et l'efficacité du signalement.



Les initiatives München Gegen Hass et SCHLAU RLP représentent l'engagement de l'Allemagne à lutter contre les discours de haine par l'éducation et l'engagement actif.

MÜNCHEN GEGEN HASS (MUNICH CONTRE LA HAINE) :

Cette initiative se concentre sur la lutte contre les crimes haineux, y compris ceux qui visent la communauté LGBTQ+. Elle sert de ressource éducative sur les crimes de haine et encourage le signalement de ces incidents, favorisant une position publique contre la haine par la sensibilisation et l'action. Ce programme vise non seulement à éduquer, mais aussi à fournir des outils pratiques, tels qu'un modèle de plainte pénale, pour faciliter la lutte contre les crimes de haine.

SCHLAU RLP :

Ce réseau propose des événements éducatifs destinés aux écoles et les institutions, en soulignant l'importance de la compréhension de l'orientation sexuelle et de la diversité des genres. Leur approche comprend des activités interactives et des dialogues directs avec les personnes LGBTQ+ pour favoriser l'empathie et l'acceptation, dans l'espoir de réduire les discours de haine et la discrimination. Ce mouvement populaire s'est développé de manière significative, démontrant son efficacité par l'augmentation de l'inclusivité et de l'acceptation sociale.



MERCI

www.lgbtiqyouthnet.eu



Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). Neither the European Union nor EACEA can be held responsible for them.



Co-funded by
the European Union